

Et maintenant ? Ensemble, agissons !

SOMMAIRE

Edito

Mois de 3 Mondes

Le droit de circuler : un droit fondamental
Soirée de clôture du Mois des 3 Mondes

Peuples Solidaires

Une pétition pour dénoncer les violences contre les femmes au travail

Droits de l'Homme

Intervention de Gaston Gurême
Ballade d'Ibrahima
Témoignage : Quand les liens se tissent
Lettre ouverte aux élus essonnien
Dix jours pour signer

Méditerranée

Action « BDS - Boycott, désinvestissement, sanctions » vis-à-vis du groupe Carrefour

Développement

Devenir paysan autrement

Café de l'actu

Clowns Sans Frontières (annonce)
Intégration des Roms de Moulin Galant : bilan de l'action de l'IFRM

Aux croisements du monde

Nous sommes Charlie

Agenda

La Lettre de la Maison du Monde

éditée par

La Maison du Monde d'Evry

Rédaction : Conseil d'Administration
509, Patio des Terrasses
91034 Evry Cedex

Tél : 01-60-77-21-56

Fax : 01-60-78-55-33

Email : contact@maisondumonde.org

site web : maisondumonde.org

Imprimé par nos soins

édito

La sidération, l'émotion, la colère, voire la révolte face au massacre contre Charlie Hebdo puis la tuerie ouvertement antisémite dans l'Hyper Casher de Vincennes, nous les ressentons encore.

RIEN ne justifie qu'on assassine des journalistes, des policiers ou de simples citoyens, certains parce qu'ils sont juifs...

Et, c'est la même barbarie qui s'attaque à une toute autre échelle à la population du Nord du Nigéria, où des villages entiers sont rasés et des milliers de personnes massacrées par Boko Haram. Sans compter les victimes directes, en Irak et en Syrie, de l'organisation de l'"Etat islamique".

Contre un tel massacre et les idéologies qui y ont conduit, la France s'est soulevée avec force dans un immense élan le 11 janvier dernier, ignorant ces contre exemples de libertés ou criminels de guerre qui ont osé s'afficher dans le cortège des officiels autour du Président de la République.

C'est bien « la liberté guidant le peuple », avec cette image forte de la place de la République submergée de monde qui, dans sa diversité, au delà des peurs et des différences, restera le symbole fort de cette journée d'énergie républicaine.

Mais maintenant, nous habitants de banlieue, militants associatifs et politiques, humanitaires ou simples citoyens de toutes origines, c'est ensemble que nous devons questionner le présent. Car nous sommes inlassablement engagés dans nos villes à relever des défis de plus en plus lourds dans un monde en perte de repères avec des sociétés plus inégalitaires que jamais, qui ont créé au ban des villes des ghettos de

laissés pour compte, sans avenir et sans espoir. Faute d'une réelle transmission, la culture musulmane manque parfois aux jeunes qui se laissent embrigader au nom d'un Islam radical.

Nous agissons encore pour que la fraternité soit plus forte que la haine et le dialogue plus fort que la violence face à une déshérence croissante de jeunes déscolarisés ou de citoyens marginalisés en raison de leur simple aspect ou de leur origine. Mais nous savons que les incantations au tout sécuritaire des « extrêmes » ne peuvent qu'accentuer la fracture sociale et générer d'autres folies. Nous devons rester attentifs aux mesures à venir pour une « sécurité renforcée » qui ne doivent pas bafouer les droits fondamentaux et les conventions internationales et qui ne sont qu'un volet de la réponse à apporter au « Tsunami » qui nous a frappés.

Enfin, il est urgent de nous donner les moyens financiers et humains à la hauteur des enjeux pour s'attaquer aux dérives sectaires pseudo religieuses avec les excès du communautarisme, le racisme, l'anti sémitisme et l'islamophobie. Des partenariats renforcés avec la communauté socio éducative et les collectivités locales sont indispensables pour renouer le dialogue et briser cette fracture sociale qui ronge nos banlieues.

Ne laissons pas tuer l'espoir de cet élan citoyen face à l'horreur et à la haine. Agissons ensemble, forts de nos savoirs faire et être, et de nos enthousiasmes partagés, pour la liberté et l'égalité des droits et des devoirs, pour un monde juste et solidaire, enfin apaisé.

café de l'actu

Mardi 3 février 18h30

à la Maison du Monde d'Evry

Présentation de l'ONG Clowns Sans Frontières

Avec Christophe Blandin-Estournet, directeur du Théâtre de l'Agora d'Evry, président de l'ONG
voir page 10

« Le droit de circuler, un droit fondamental »

De quoi la petite île de Lampedusa est-elle le symptôme ?

Dans un contexte marqué par une série de drames se déroulant en Méditerranée, plus de 3000 morts en 2014, affectant principalement des migrants du sud de cette mer, la Maison du Monde, à l'initiative du Collectif Méditerranée, en partenariat avec la CIMADE EVRY et la Ligue des droits de l'Homme, a accueilli Mmes Farida SOUIAH et Marie BASSI, doctorantes en sciences politiques, en collaboration avec Mme Catherine WHITOL de WENDEN, pour animer une conférence-débat sur « le droit de circuler, un droit fondamental », le samedi 13 décembre 2014 à 15h, à la Maison des Syndicats d'Evry, dans le cadre du thème du « Mois des 3 Mondes » « **Vivre dans un monde de conflits** »

Après la projection d'un **court-métrage de Jeremy Cheong Chi Mo**, intitulé « **Le contrôle des corps** », la première intervenante, **Marie Bassi**, situe quatre grandes tendances qui affectent les flux migratoires contemporains :

- Une accélération des flux migratoires internationaux due à plusieurs facteurs, notamment les inégalités socio-économiques entre les pays de départ et les pays d'arrivée ainsi que les situations de guerre ; il faut noter que ces migrations ne se caractérisent pas uniquement par des flux Sud/Nord, car de nombreux pays du Sud sont également des pays d'immigration : cas des pays du Golfe ou de la Libye avant la guerre.

- Malgré cette accélération, les migrations internationales ne concernent que 3,2% de la population mondiale, loin de l'image d'invasion qui en est donnée par les médias ; à titre d'exemple, la population de l'Union Européenne, en 2011, n'est constituée que de 6,6% d'immigrés. Par ailleurs, on assiste à une féminisation croissante de ces flux migratoires.

- De nombreux pays de transit migratoire sont d'anciens pays de migrants en Europe : cas de l'Italie, de l'Espagne et du Portugal, mais aussi au sud de la Méditerranée : cas du Maroc.

- Une politisation importante de la question migratoire, récupérée en grande partie par l'extrême-droite en Europe.

On note un durcissement croissant de la politique migratoire des pays européens depuis la crise économique du milieu des années 70, qui a inauguré un processus de transformation de l'immigration économique en immigration familiale ; avec les accords de Schengen en 1985, l'europanisation des politiques migratoires fait prévaloir progressivement l'option de l'immigration zéro. La libre circulation au sein de l'Europe s'accompagne d'un durcissement du contrôle des frontières extérieures de l'espace européen. Différents instruments ont été mis en place

dans ce cadre : des outils de contrôle tels que « Frontex », s'appuyant sur un système d'informations commun, des opérations de contrôle des frontières terrestres et maritimes comme « Mare Nostrum » et des accords bilatéraux avec des pays du Sud.

Prenant la parole à son tour, **Farida Souiah**, développant spécifiquement le cas des « Harragas » algériens (littéralement brûleurs de frontières), souligne l'impact des politiques de sécurisation sur la nature des flux migratoires et la criminalisation des migrants.

Elle signale que le droit de circuler est distribué de façon asymétrique. Ainsi, les jeunes qui tentent de traverser la Méditerranée font partie de ceux qui n'ont pas le droit de circuler car peu de pays leur accordent des visas.

Dans l'histoire entre la France et l'Algérie, pendant longtemps les flux migratoires ont été souhaités, que ce soit durant les deux guerres mondiales ou encore durant la période de reconstruction qu'on appelle « les 30 glorieuses ».

La politique de contingentement mise en place au début des années 70 a eu un effet sur la sédentarisation des immigrés, auparavant très mobiles, et le développement de l'immigration familiale, aux lieux et places de l'immigration économique qui prévalait précédemment, composée surtout d'hommes. Cela a eu clairement une incidence contraire à celle attendue par les politiques, avec un rajeunissement et une féminisation des flux.

L'institution du visa en 1986 vise les touristes suspectés d'être des immigrés en puissance. Les pays du Sud de la Méditerranée, ont été impliqués dans la mise en œuvre de ces politiques, particulièrement la lutte contre l'immigration dite « illégale ». Dans ce nouvel ordre

migratoire, il est clair que les classes sociales les moins favorisées n'ont pas le droit à la mobilité.

Les « Harragas » sont des jeunes qui, pour la plupart, ont fini par ne plus donner de crédit à la mobilité par la voie légale, estimant n'avoir aucune chance de disposer du fameux visa ; d'autres la considèrent, en revanche, comme une loterie et multiplient les demandes de visas à destination de plusieurs pays européens.

Sur un autre plan, reprend **Marie Bassi**, le durcissement des politiques migratoires a entraîné le développement du « business de l'immigration », soit un ensemble d'activités lucratives liées à la gouvernance des flux migratoires. Il y a une multitude d'acteurs non étatiques qui tirent profit du désir de mobilité des êtres humains et de la volonté des Etats de contrôler les flux migratoires tels que les compagnies de sécurité qui participent aux opérations d'expulsion ou qui gèrent les centres de rétention, les fameux passeurs, etc. Deux types d'activités, essentiellement, sont concernés : l'industrie du contrôle et les activités de facilitation (y compris certains fonctionnaires véreux qui monnayent l'octroi de visas).

Pour celles qui ont un caractère légal, il s'agit – en général – de marchés cédés suite à un appel d'offres, comme la surveillance des frontières ou la gestion des centres de rétention. Compte-tenu de l'importance de ces activités et des sommes en jeu, un petit groupe de multinationales se partage le marché.

La sous-traitance à des sociétés privées de ces activités, qui sont traditionnellement dévolues à la puissance publique, se développe particulièrement dans les pays où le paradigme néolibéral est dominant ; il est connu sous le nom de « new public management » et se fonde sur l'idée que l'Etat est une organisation lourde et coûteuse.



développé grâce aux mythes construits autour de la figure de l' « émigré », à l'occasion des retours au pays durant les vacances, faisant de l'autre rive un « eldorado » et un projet de vie permettant d'échapper à la misère matérielle et morale et à l'arbitraire des pouvoirs publics.

Contrairement aux apparences, l'Algérie n'est pas un pays où règne la paix civile ; des milliers d'émeutes, parfois très violentes, se déroulent chaque année à propos de tout : électricité, eau, logement, etc. pour la bonne raison que les algériens ne disposent pas de canaux d'expression politique légaux légitimes et crédibles pour exprimer leur mécontentement. Comme ce sont des acteurs rationnels qui cherchent à améliorer leurs conditions de vie, la migration est la solution qui leur semble la plus plausible.

Concernant l'impact de ces migrations sur le marché de l'emploi, il y'a une réelle hypocrisie des pouvoirs publics sur la question en Europe ; non seulement, il y'a des besoins en main d'œuvre immigrée dans tous les secteurs et à tous les niveaux de qualification, mais encore, il est établi que des secteurs entiers ne pourraient fonctionner sans elle.

Enfin, il faut savoir qu'il existe un véritable syndrome de l'échec migratoire ; en général, les migrants le vivent comme un véritable traumatisme –surtout ceux qui ont vu des amis mourir- et, souvent, ils ont du mal à s'en remettre sans une aide psychologique, souvent indisponible.

La conférence-débat s'est achevée vers 18 heures pour permettre à l'assistance de participer à la clôture du « Mois des 3 Mondes » ; Mmes Farida SOUIAH et Marie BASSI ont été chaleureusement applaudies.

Si Lampedusa reste un symbole de la situation des migrants en Méditerranée, il faut dire que la situation a changé avec l'opération « Mare Nostrum » qui a redirigé les flux vers les côtes siciliennes. Elle a été surtout abondamment utilisée par les politiques et les media pour justifier les politiques restrictives en délivrant des images d'une invasion massive de migrants à la télévision.

Il faut néanmoins constater que ces politiques restrictives n'arrêtent pas mais modifient seulement les flux migratoires ... le durcissement sur l'Italie, par exemple, réoriente les flux vers la frontière gréco-turque. D'autre part, la majorité des migrants en situation irrégulière en Italie ne sont pas ceux qui sont arrivés par voie maritime mais des personnes arrivées avec un visa régulier et qui n'arrivent pas à le renouveler ou à le transformer en titre de séjour.

Farida Souiah développe son idée de la criminalisation des migrants, par les pays du Sud de la Méditerranée, en citant en exemple la politique migratoire de l'Algérie. En 2007, la commission des fetwas (fetwa=décret religieux), placée sous la responsabilité du ministère chargé du culte, a déclaré que la « harga » (acte de « brûler » la frontière) était « haram » (pêché) car assimilable à une tentative de suicide.

En 2009, une nouvelle législation algérienne, concernant tant les migrants algériens que les migrants subsahariens qui transitaient par le pays, énonce la règle de la « sortie illégale du territoire » (article 175 bis du Code pénal) en contradiction avec l'article 13 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme qui établit le droit de quitter son pays comme

un principe. L'infraction à cette règle est punie par une peine de 6 mois de prison ferme et une amende de 20000 à 60000 DA (1€=100 à 110 DA au taux de change légal et 150 à 160 DA sur le marché parallèle).

Au terme de ces interventions, a eu lieu un **échange** très relevé **avec l'assistance** portant, essentiellement, sur la tendance à la privatisation des activités de contrôle et d'encadrement des migrants, les réseaux de passeurs, les causes du « désir migratoire » ainsi que la réalité de l'impact des migrants sur le marché de l'emploi.

Ainsi s'il s'avère qu'en Europe, la privatisation des activités évoquées ci-dessus est balbutiante, il n'en reste pas moins que la tendance est présente, à travers –notamment- le partenariat public-privé. Un intervenant a néanmoins noté le problème de la constitutionnalité de la rétention administrative.

Les réseaux de passeurs existent bien mais c'est un objet d'études difficile ; Farida Souiah a étudié des jeunes, originaires des villes côtières, qui s'auto organisent autour d'un « guide » connaissant bien la mer et la conduite des embarcations ; ils financent la traversée par des cotisations en fonction des possibilités de chacun, le « guide » en étant exonéré car il ne participe pas à la traversée pour des raisons lucratives mais il fait partie du projet migratoire.

Ceci étant dit, le discours politique a beau jeu d'incriminer les réseaux de passeurs alors que ce sont plutôt les politiques répressives qui sont en cause, car elles poussent justement les migrants dans leurs bras.

Le « désir migratoire », quant à lui, est structuré par la précarité et le sentiment d'injustice mais, il s'est également

mois des 3 mondes

Hamoudi Lalani

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	C	H	I	R	O	P	T	E	R	A
II	H	A	B	I	T	A	T		E	N
III	I	N	O	P	E	R	A	N	T	S
IV	U	T		O		U		A	O	E
V	R	E	S	S	U	R	G	I	R	
VI	E	S		T	R	E	P	A	S	
VII	S		E	E	B		D		P	
VIII		O	T		A	C	T	E	U	R
IX	F	R	A	G	I	L	I	S	E	E
X	O	B	T	E	N	I	R		L	T
XI	U	E		R	E	P	E	R	E	S

Solution - Grille n°127
Le virus Ebola

CLÔTURE DU MOIS DES 3 MONDES



Après la rencontre sur le droit de circuler et les mots de remerciements de la présidente de la Maison du Monde, Myriam Heilbronn, un interlude nous a été offert par Ramon Gomez, avant de partager le dîner composé des plats apportés par celles et ceux des participants qui ont bien voulu le faire, dont les choux farcis préparés des amis Rroms, de l'association ASEFRR. Au programme, Ramon a choisi les chansons suivantes :

- « Armstrong », de Claude Nougaro
- « Les immigrés », de Michel Bülher
- « Mamadou m'a dit », de François Béranger
- « Citoyen du monde », de HK & Les Saltimbanks
- « La ballade des gens qui sont nés quelque part », de Georges Brassens
- « La bête est revenue », de Pierre Perret
- « On lâche rien ! », de HK & Les Saltimbanks

Mais, comme président du Comité de soutien à Ibrahima Dia, hébergé à la Maison du Monde tant que justice ne sera pas faite pour lui, Ramon a réservé une surprise. Pour mémoire, Ibrahima a été victime d'une agression raciste à Nabirat, près de Sarlat, dans le Périgord Noir, pendant ses congés, le 7 mai 2013. Pourtant, le 14 janvier 2014, le tribunal de Bergerac a reporté le jugement à une date ultérieure en raison d'irrégularités dans l'enquête de gendarmerie. Un an plus tard, bien qu'une nouvelle enquête ait été diligentée, la date du nouveau jugement n'a toujours pas été fixée, ce qui ne manque pas d'inquiéter Ibrahima, sa famille et ses amis... Nous vous tiendrons au courant dès que le Comité aura du nouveau.

En attendant, pour aider Ibrahima à garder le moral, Ramon lui a écrit une chanson, qu'il a interprétée sur l'air de « La Légende de la Nonne » de Georges Brassens et qu'il a intitulée « La ballade d'Ibrahima », dont nous publions le texte ci-après.

Michel Chesseron



Et quelques jours plus tard, cette studieuse assemblée de militants de la Maison du Monde et associés, s'est réunie afin de faire une évaluation des manifestations liées au Mois des 3 Mondes et aux 30 ans de la Maison du Monde



UNE PÉTITION POUR DÉNONCER

LES VIOLENCES CONTRE LES FEMMES AU TRAVAIL

Une pétition a été lancée le 14 octobre à l'initiative de Peuples Solidaires et en partenariat avec la CGT et la CFDT, pour demander aux représentants français au Conseil d'administration de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) de s'exprimer en faveur d'une mise à l'agenda par l'OIT d'une nouvelle convention internationale portant sur les violences sexistes et sexuelles au travail.

La pétition a réuni plus de 18700 signatures. Le ministre du Travail François Rebsamen, cible de la pétition, a annoncé le 29 octobre dans un communiqué de presse que la France soutiendrait lors du Conseil d'Administration (CA) de l'OIT le projet de norme sur les violences au travail. C'est une belle victoire ! Le CA, qui a eu lieu du 30 octobre au 13 novembre, a effectivement été l'occasion pour la

France d'exprimer cette position, mais malheureusement cela n'a pas encore fait consensus.

La discussion étant remis à un CA ultérieur, nous serons probablement amené-e-s à nous mobiliser de nouveau sur le sujet, en particulier dans le cadre de la campagne sur les droits des femmes.

Fruits de Palabres N° 52 /
décembre 2014

INTERVENTION DE RAYMOND GURÊME

La rencontre sur le Droit de circuler a été interrompue par un groupe de personnes qui venaient du tribunal. Un homme de 89 ans est monté à la tribune pour expliquer qu'il venait du tribunal avec des amis pour protester contre l'injustice dont il était victime. Il s'agissait de Raymond Gurême. Pendant dix minutes, il s'est présenté et a expliqué ce qu'il lui était arrivé.

Ce vieux monsieur est porteur de toute une histoire qu'il nous a résumée. Manouche, né en 1925 dans une roulotte, il est un ancien résistant qui a connu les camps allemands dès l'âge de 15 ans, à commencer par celui de Linas-Monthéry, où des gendarmes l'ont conduit avec toute sa famille. Evadé et arrêté plusieurs fois, déporté en Allemagne, il a participé à la libération de Paris. Plus tard, il s'est acheté un terrain à Saint-Germain-les-Arpaçon. Il a

raconté sa vie, avec l'aide d'Isabelle Ligner, dans un livre paru en 2011 « Interdit aux nomades ».

C'est sur ce terrain que, 70 ans après, de nouveau des gendarmes s'en sont pris à lui. Ils l'ont gravement agressé le 23 septembre 2014 dans sa caravane. Le Parisien et d'autres journaux en ont parlé. La police a fait irruption chez lui sans aucun mandat. Comme il a résisté, et sa famille aussi, il s'est fait tabassé. Les forces de l'ordre étaient, paraît-il, à la recherche d'un membre de la famille qui habitait sur un autre terrain. Ne le trouvant pas, elles auraient continué leur recherche chez Raymond Gurême et sa famille proche.

La manifestation du 13 décembre devant le tribunal, organisée par la Voix des Roms, avait pour but d'accélérer la plainte déjà

déposée, pour que la justice la prenne enfin en compte. A 89 ans, et malgré les sévices subis, Raymond Gurême a parlé avec une lucidité étonnante. Il a commencé par nous dire que « les policiers sont là, non pour faire la loi, mais pour la faire respecter », et réclamait une « justice pour tous ». Amer, il constatait que les Manouches et autres Gitans sont « des boucs émissaires depuis des siècles ».

Son intervention impromptue au cours d'une rencontre sur le droit de circuler refusé à tant de gens qui prennent des risques incroyables pour fuir une situation intenable, avait un côté paradoxal. Bien que sédentarisé, on lui colle toujours cette étiquette « Gens du Voyage », comme si on l'assignait à cet état de nomade permanent.

Michel Chesseron

La « ballade » d'Ibrahima ...

*Ils rêvaient de broyer « du Noir »,
Jouer sans crainte les fiers-à-bras,
Ce fut vers les cinq heures du soir,
Que leur piège a pris sa proie ;
Ils ont frappé Ibrahima,
A coups de poings, à coups de pieds ;
Ce jour-là s'y sont mis à trois,
Nous ne sommes pas prêts d'oublier.*

*Insultant son intelligence,
Ils l'ont maltraité dans ses chairs,
Ne leur manquait qu'une potence,
Pour être fidèles à leurs pairs ;
Guidés par une égérie,
Blonde issue d'un vieux marécage,
Sont capables de barbaries ;
Ils nous ramènent au Moyen Age.*

*Propos et actes qu'on se figurait,
N'entendre, ni voir, jamais plus ;
Agissements qu'on imaginait,
À tort, d'une époque révolue,
Celle des pogroms, des lynchages,
Et des exécutions sommaires,
Des délits commis sans courage,
Au temps lointain de nos grand-mères.*

*Comment ont-ils bien pu se croire,
Supérieurs à un autre humain,
Et tout ça parce qu'il était « Noir »,
Seul en balade sur ce chemin ;
La haine qu'ils ont libérée,
Au cœur du Périgord noir,
N'est-ce point aux Antilles qu'elle est née ?
Sur Saint-Martin l'ostentatoire ?*

*Les « Blancs Péyi » ou « Békés » purs,
Traiterent des hommes de « sauvages »,
Niant leurs Langues et leurs Cultures,
Pour les mettre en esclavage ;
Ils ont dit à Ibrahima :
« Esclaves vous avez été,
A Basse-Terre ou en Alabama ;
Esclaves, toujours vous serez ! »*

*Des marchands « d'Ebène » descendent-ils ?
De Schoelcher maudissent la mémoire,
Lui qui redonna dans les îles,
Dignité, Fierté, Espoir ;
France, Afrique, puis Amérique ;
Ce fut l'infâme « triangle d'or »,
Qui remplit des coffres de fric,
Sitôt « cargaisons » à bon port.*

*Ils avaient tous pignon sur rue,
Dame fortune prise pour femme ;
Mais ils en voulaient tant et plus,
Qu'au Diable ils vendirent leurs âmes ;
Depuis lors, à travers les âges,
Tous ces maquignons sans pitié,
Marquent la fin de l'esclavage,
D'une croix blanche . . . toute enflammée ;*

*Du plus loin qu'on les imagine,
Ces aventuriers sans scrupule,
Chantent les louanges de la Marine,
De l'aube jusqu'au crépuscule ;
Positions sociales conquises,
Par le glaive ou par le fusil,
Comme toutes choses mal acquises,
Au fond ne tiennent qu'à un fil.*

*Fini le temps des colonies,
Plus de comptoir, plus de pied-à-terre,
Où s'recrutaient pour les industries,
A tours-de-bras, des prolétaires ;
Aux Antilles, toujours sévissent,
Leurs Pouvoirs par hérédité,
Ils se protègent par des milices,
Mais viendra l'jour ... « Adieu Békés ! ».*

*Car partout, comme aux Caraïbes,
Des grands-parents jusqu'aux enfants,
Tous revendiquent, et tous exhibent,
Leur négritude, fièrement ;
Comme Luther King disant son rêve,
Comme Césaire qui vécut là-bas,
Comme Madiba luttant sans trêve ;
Apartheid tu n' fais plus la Loi !*

*Ils rêvaient de broyer « du Noir »,
Jouer sans risque les fiers-à-bras,
Ce fut vers les cinq heures du soir,
Que leur piège avait pris sa proie ;
A l'orée d'un bois de Nabirat,
A coups de poings, à coups de pieds,
Un soir fut frappé Ibrahima,
Mais la Justice va passer !
La lala lala lala la,
La la lala lala lala,
La la lala la lalala la,
La Justice finira par passer !*

Ramon Gomez

En 1983, quand une équipe de militants se réunit pour fonder la Maison du Monde, je vais rapidement rencontrer Marie-Paul Devillers qui me parle de l'association ATD-Quart-Monde créée par le père Joseph Wrésinski en 1957 avec les habitants du camp de relogement de Noisy-le-Grand. (ATD : Aide à Toute Détresse)

Marie-Paul sait que je suis institutrice en quartier dit sensible. Elle m'invite à prendre contact avec des membres d'ATD de St-Michel-sur-Orge. Ainsi, grâce à Marie-Aleth Gard, je participe sur plusieurs années avec mes différentes classes à différentes activités : place du Trocadéro, une rencontre du 17 octobre, Journée internationale du refus de la misère, ainsi qu'à des actions ponctuelles liées aux droits des enfants. Je découvre et travaille avec la revue Taponi et prends l'habitude de lire « Feuille de route »,

l'excellente revue de l'association et quelques ouvrages publiés par les éditions Quart-Monde. J'envisage de rejoindre l'équipe de Bibliothèque de rue mais je ne franchis pas le pas, craignant de ne pas être assez disponible pour ma famille et mes autres engagements.

En 2012, sous l'incitation de Michel Chesseron, j'invite Marie-Aleth, devenue vice-présidente d'ATD, à présenter, au cours d'un Café de l'actu, la vie de l'association ATD et son travail au sein du Conseil Economique et Social et Environnemental (CESE) engagé depuis 1979.

En 2013, le temps de ma retraite : du temps libre pour donner corps à un engagement auquel je tiens depuis si longtemps. En 2014, je rencontre à nouveau Marie-Aleth à Montreuil, au siège d'ATD. Elle m'invite à préciser mon projet. C'est alors qu'elle me propose de rejoindre l'équipe d'ATD qui travaille avec une commission du CESE. En effet, cette année, un travail est engagé concernant

« une école de la réussite pour tous ». Je découvre à cette occasion comment les responsables d'ATD animent leurs rencontres pour que tous les participants prennent la parole. J'y rencontre des militants d'ATD dont les visages portent parfois les stigmates d'une vie difficile passée ou actuelle. Leurs interventions sont d'une force remarquable : « N'abandonner personne, ni enfant, ni parent pour que tout le monde sache au moins lire. » ATD met tout en œuvre pour qu'ils soient pleinement acteurs du projet dont ils sont le cœur puisqu'il est question de la réussite de tous alors que bien souvent la société les marginalise.

Je vois des femmes et des hommes qui se redressent parce qu'ils retrouvent leur dignité à travers leur parole reconnue. Je suis touchée par cette authenticité et suis heureuse d'avoir fait le pas pour rejoindre cette association qui fait grandir mon humanité. Depuis j'ai aussi rejoint l'équipe de Bibliothèque de rue. Enfin !

Bernadette Paradis

LETTRE OUVERTE AUX ÉLUS ESSONNIENS

Il arrive que l'actualité nous confronte à des tourments que l'on croyait révolus. Oeuvre phare de la tragédie grecque, Antigone de Sophocle, a fait frémir des générations d'humanistes, en évoquant l'indicible : le refus de sépulture. Bien des siècles se sont écoulés mais... l'histoire bégaie avec une constance effarante.

Ce mercredi 31 décembre 2014, M. Christian Leclerc, maire de Champlan (91), a refusé l'inhumation dans sa commune de la petite Maria Francesca, née le 14 octobre 2014. Victime à l'âge de 2 mois de ce que l'on appelle communément « la mort subite du nourrisson », le bébé était décédé entouré des siens sur le terrain de Champlan, le lendemain de Noël.

Ses parents, ayant élu domicile dans cette petite commune depuis plus d'une année refusent d'être classés dans la catégorie des indigents. Une situation objectivement marginale qui aurait pu éventuellement expliquer le refus municipal. Non, ils souhaitent -en dépit de la précarité extrême qui les frappe- payer les obsèques et les frais d'inhumation.

Que le décès ait pu être officialisé dans un cadre hospitalier (il n'y a de service médico-légal à Champlan) n'est pas plus légitime pour expliquer ce refus (combien de malades, de nos jours, meurent encore à domicile ?). Les frais d'obsèques étant préalablement acquittés ainsi que le prix

de la concession (15 ans), cela ne peut être donc qu'en considération de l'identité même de l'enfant, de sa personne, de qui elle est, que le maire a pu prendre sa décision.

Chacun jugera : Maria Francesca est née Rôm.

Le maire de Champlan, M. Christian Leclerc n'en est, malheureusement, pas à son coup d'essai : courant octobre 2014, il est déjà à l'origine d'une campagne de désinformation ayant pour cible certaines familles du terrain. Il n'a pas hésité à alarmer la population sur des risques sanitaires encourus par la présence d'enfants roumains « contagieux » à l'école de la ville. Information fautive, que les services publics de santé et de l'Education nationale ont dû démentir aussitôt afin de dissiper le trouble créé dans l'esprit des riverains et des parents d'élèves.

Si la motivation de tels agissements est des plus limpides, elle témoigne d'une perte de sens moral qui, selon nous, va bien au-delà

du déshonneur. Car n'oublions pas que l'homme qui agit ainsi est un élu, détenteur d'une charge publique.

Quel rempart peut dès lors tempérer cette pulsion xénophobe lorsqu'elle se drape dans le voile de l'institution et n'a de cesse d'insulter la dignité d'hommes et de femmes principalement occupés à préserver les conditions de leur propre survie ?

Loin du débat purement idéologique ou politique, c'est bien de l'offense aux valeurs sacrées de la personne humaine dont il est question, ici et maintenant.

Trouverons-nous chez ses pairs l'étincelle ou la présence d'esprit susceptible de rompre cette spirale régressive et profondément malsaine ?

Une telle question se doit désormais d'être ouvertement posée.

L'ASEFRR remercie tout particulièrement M. Richard Trinquier, maire de Wissous, pour l'accueil de Maria Francesca en sa commune

Amnesty International : 10 JOURS POUR SIGNER

Entre le 3 et le 17 décembre 2014 plus de 1,6 million de signatures à travers le monde dont plus de 650 recueillies à Evry le 13 décembre

A l'occasion des « 10 jours pour signer 2014 », Amnesty International se réjouit de la vague de mobilisation citoyenne mondiale qui a permis de recueillir plus de 1,6 millions de signatures à travers le monde, en faveur de personnes dont les droits sont bafoués.

Du 3 au 17 décembre 2014, des centaines de milliers de citoyens dans le monde se sont mobilisés pour des prisonniers d'opinions, des personnes victimes de torture, de disparition forcée, des hommes et femmes discriminés, ou qui subissent les conséquences de catastrophes industrielles.

Les 12 situations pour lesquelles nous nous sommes mobilisés se situent aux quatre coins du monde :

En Amérique :

Etats-Unis : Shaker Amer

(13 ans dans l'enfer de Guantanamo)

Au Maghreb et Moyen Orient :

Egypte : Ahmed Maher, Mohamed Adel et Ahmed Douma

(des figures de la révolution sous les verrous)

Emirats Arabes Unis : Mohammed al-Roken

(emprisonné pour avoir réclamé des réformes)

Syrie : Juwan Abd Rahman Khaled

(détenu au secret par les autorités syriennes)

En Asie :

Inde : Les habitants de Bhopal

(30 ans après la catastrophe ils demandent justice)

Chine : Liu Ping

(jetée en prison et torturée pour avoir dénoncé la corruption)

Viêt-Nam : Ta Pong Tan

(emprisonnée pour son activisme en ligne)

Ouzbekistan : Erkin Musaev (torturé et maintenu en prison)

En Afrique :

Gambie : Ebrima B. Manneh

(journaliste victime de disparition forcée)

Nigéria : Moses Akatugba

(passé à tabac, contraint à avouer, condamné à mort)

En Europe :

Grèce : Paraskevi Kokkoni

(harcelée et menacée parce qu'elle est Rom)

Norvège : John Jeanette Solstad Remo

(transgenre, elle se bat pour être reconnue comme une femme)

Partout en France, de très nombreuses manifestations ont eu lieu, dont une bonne part portées par les groupes de militants locaux. Il était aussi possible, pour chacun, de signer les pétitions en ligne sur un site dédié.

Le groupe 288 du Val d'Orge a été présent à la bibliothèque universitaire d'Evry le 10 Décembre.

Le groupe 74 d'Evry Corbeil, avec le soutien de la Maison du Monde, a été présent, toute l'après-midi du Samedi 13 Décembre 2014, place de l'Agora. Margaux avait réservé pour nous l'emplacement et le matériel auprès de la Mairie et nous avons fait paraître un article dans La Lettre de la Maison du Monde et annoncé notre action sur le site d'Amnesty International.

Grâce à notre emplacement devant le théâtre de l'Agora et aux nombreuses affiches d'Amnesty International nous avons pu attirer l'attention d'un large public. Cette manifestation a été bien accueillie par les personnes se rendant au Centre Commercial, aux Arènes, au Théâtre et à la Médiathèque. La place de l'Agora a été particulièrement fréquentée ce samedi-là, à l'occasion de différents spectacles.

Tandis que certains d'entre nous sont allés vers le public pour les inviter à venir s'informer et à signer les pétitions, d'autres sont restés derrière la table d'informations pour répondre aux questions.

Nous avons eu de nombreux échanges avec un public varié qui était souvent sensible à notre action et à la situation des personnes que nous soutenions :

- certains, sympathisants d'Amnesty International ou connaissant à minima son action, d'autres, n'en ayant jamais entendu parler,

- certains préférant se limiter à prendre de la documentation et échanger avec nous, sans pour autant franchir le pas de signer les pétitions mises à disposition,

- certaines personnes signant l'ensemble des 12 pétitions, sans presque lever le stylo tandis que d'autres faisaient le choix d'en signer un nombre restreint suivant les situations qui les interpellaient le plus, ou négligeant des situations qui pouvaient leur poser question.

Nous avons eu aussi le plaisir de croiser à cette occasion des militants un peu perdus de vue ou de futurs militants prêts à s'engager un peu plus.

Enfin, délocalisant légèrement notre table de presse jusqu'à la Maison Départementale des Syndicats, nous avons proposé la signature des pétitions aux participants de la conférence organisée par le Collectif Méditerranée et la Ligue des Droits de l'Homme et aux participants de la soirée de clôture du Mois des 3 Mondes. Deux événements qui nous ont ainsi permis d'augmenter le nombre de signatures collectées.

Au final, nous avons pu envoyer aux autorités des pays concernés ou au siège d'Amnesty International Section Française, de 50 à 70 signatures par cas.

Merci à tous.

N'hésitez pas à suivre la situation des personnes que vous avez soutenues, tout au long de l'année 2015, sur www.amnesty.fr et dans de futurs articles de la Lettre de la Maison du Monde.

Amnesty International
Groupe 74 Evry Corbeil

Palestine :

Action BDS (Boycott, désinvestissement, sanctions) vis-à-vis du groupe Carrefour

Les trois comités locaux de l'AFPS en Essonne, - Evry Palestine, RiSolidarité Palestine, L'Olivier AFPS Corbeil-Essonnes -, avec le Collectif Palestine Essonne, ont organisé le samedi 6 décembre une action BDS (Boycott, désinvestissement, sanctions (<http://www.france-palestine.org/Les-objectifs-de-la-campagne>) – dans le cadre de la campagne nationale de l'AFPS visant à obtenir du groupe Carrefour l'arrêt de toute commercialisation des produits issus des colonies israéliennes en Palestine.

En vertu du droit international, les colonies israéliennes implantées sur le territoire palestinien ne sont pas reconnues comme faisant partie du territoire israélien et sont donc illégales. En conséquence le Ministère des Affaires Etrangères a mis en garde les entreprises sur les risques liés aux activités économiques qu'elles entretiennent avec les colonies.

Le processus de colonisation dépossède les Palestiniens de leurs terres et de leurs ressources en eau, les prive de la liberté de circuler et établit une situation d'apartheid, tout ceci en violation flagrante des articles de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.

Le groupe Carrefour, choisi en raison de la grande diversité de ses points de vente, présents sur l'ensemble du territoire, affirme dans sa charte éthique le respect des grands principes internationaux dont la Déclaration des Droits de l'Homme. Il déclare notamment éviter « toute conduite complice d'abus des droits de l'Homme par ses relations commerciales... » et prôner « le développement d'un commerce exercé dans le respect de l'éthique et de la légalité », ce qui ne l'empêche pas de proposer à la vente des produits agricoles ou manufacturés en provenance des colonies illégalement implantées en Cisjordanie.

Nous avons eu ce samedi 6 décembre un beau moment de solidarité avec le peuple palestinien, pendant lequel nous avons recueilli plus de 220 signatures en moins d'une heure et demie, sur des cartes adressées au directeur du magasin



Carrefour de l'Agora et tout autant sur les cartes adressées au PDG du Groupe Carrefour, exigeant l'arrêt de la commercialisation des produits des colonies.

Depuis l'agression meurtrière de Gaza par Israël cet été, quelque chose a changé...

Toutes ces signatures sont celles d'un public concerné, informé, qui est venu spontanément vers nous pour manifester son soutien. Nous avons été particulièrement frappés par l'intérêt de tous et par le nombre de jeunes, très motivés, ce qui n'avait pas toujours été le cas auparavant. Ceci prouve bien que les citoyens sont à saturation et ne supportent plus l'impunité d'Israël, les massacres commis par cet état à Gaza et sa politique inhumaine d'apartheid, de colonisation et d'occupation de la terre de Palestine.

Nous sommes allés ensuite remettre les cartes signées au Directeur du magasin Carrefour, qui n'a pas souhaité nous recevoir sans rendez-vous. Dont acte. Nous avons donc pris rendez-vous, ce qui a été possible après quelques discussions, et lui avons remis le mardi 9 décembre en main propre les 220 cartes signées à son intention, en

même temps que nous lui avons expliqué notre campagne, ses objectifs et nos motivations. Et tout particulièrement notre exigence de voir le groupe Carrefour respecter sur ce point sa propre charte éthique, point qui vient de lui être rappelé dans une rencontre au niveau national avec l'AFPS et la FIDH (Fédération Internationale de Droits de l'Homme).

Le Président Directeur Général du Groupe Carrefour a quant à lui reçu par courrier les cartes signées à son attention.

Rendez-vous le 24 janvier à 13 h 30, à la Maison du Monde d'Evry pour la prochaine action qui aura lieu dans un des magasins Carrefour de l'Essonne et le 21 mars pour une action nationale de grande ampleur. Partout en France nous menons notre campagne dans l'unité la plus large, avec une très grande détermination pour atteindre notre objectif : que le groupe Carrefour s'engage à cesser toute commercialisation des produits des colonies israéliennes en Palestine. Cette détermination, nous la devons au peuple palestinien qui se bat pour la réalisation de ses droits nationaux, pour la liberté et pour la justice.

La vidéo de cette action est disponible sur :

http://www.dailymotion.com/video/x2dd8fq_bds-evry-palestine_news

Evry Palestine
Comité local de l'AFPS

www.evrypalestine.org
contact@evrypalestine.org

Devenir paysan en voyageant, suivez-nous ...

Nous sommes **deux jeunes ingénieurs agricoles** de Vetagro Sup diplômés en 2013, Céline et Maxime (25 ans). Suite à notre diplôme d'ingénieur nous avons travaillé en 2014 :

- Céline à l'ADEAR de la Mayenne* sur l'installation en agriculture paysanne sur le département de la Mayenne
- Maxime à la Chambre d'Agriculture de l'Aube comme technicien en expérimentation (grande culture et vigne de Champagne).

Ayant un projet d'installation en agriculture paysanne** et en bio dans le futur, nous avons décidé après une première expérience professionnelle de monter le projet « Devenir Paysan en Voyageant ». Ce dernier va se dérouler **de Janvier 2015 à Juin 2016 soit 18 mois** et nous conduira en Amérique du Sud à la rencontre des paysans.

Cette expérience nous permettra à la fois :

- **de parler d'agriculture paysanne** : nous voulons pouvoir échanger avec les paysans sud-américains sur les valeurs qui nous animent aujourd'hui à devenir paysans demain ;

- **d'acquérir de nouvelles compétences agricoles** et enrichir celles déjà acquises, surtout d'un point de vue pratique (participation aux tâches quotidiennes des fermes) ;

- **d'associer ces rencontres à un travail photographique et vidéo** afin de restituer notre voyage au plus grand nombre lors de notre retour ;

- **de réaliser un travail d'échanges** tout au long de notre périple avec différents publics via différents moyens de communication (article, site internet, page facebook, échange scolaire...);

- **de réfléchir à notre propre projet d'installation agricole** que nous souhaitons réaliser lors de notre retour en France, d'où le nom «Devenir Paysan».



Nous souhaitons nous installer sur une exploitation à taille humaine qui permettra de fournir des produits de qualité localement en travaillant en agriculture biologique. Ce projet est aussi l'occasion d'aller à la rencontre de systèmes de production en accord avec nos convictions ;

- **de travailler sur des projets solidaires** au contact des populations locales sud américaines en échangeant sur les savoirs faire. Notre voyage n'a pas une vocation touristique mais surtout professionnelle, car nous avons monté de nombreux partenariats avec des organismes afin de nous impliquer dans des projets concrets.

Description de notre parcours :

1. Arrivée au sud du Brésil mi janvier 2015 :

- 1mois dans la région de Florianópolis avec le groupe d'agriculteur d'Accueil Paysan au Brésil ;

- 1mois dans la région de San Antonio avec des paysans maraîchers et arboriculteurs pour réaliser un diagnostic de la commercialisation en vente directe dans le secteur ;

- 1mois dans la zone d'Erval (frontière avec l'Uruguay) avec les paysans de la coopérative fromagère de Gloria pour réaliser un diagnostic de fonctionnement de la coopérative.

2. Woofing en Uruguay et Argentine dans des exploitations pratiquant l'apiculture

et l'arboriculture afin d'acquérir de l'expérience pour notre future exploitation.

3. Deux mois en Bolivie sur deux sites :

- Dans les Andes avec l'Association AVSF*** sur la thématique de développement de la filière laine d'alpage dans le cadre du commerce équitable ;
- Sur l'Altiplano, avec l'association Bolivia Inti Sud Soleil sur la mise en place de fours et séchoirs solaires.

4. **Trois mois au nord de Lima** avec l'ONG Développement Sans Frontières dans la commune de Huacho pour accompagner le développement de l'irrigation pour la production de fruits de la passion.

5. **Quatre mois dans le Sud du Chili** dans des exploitations de fruits rouges et apiculture.

6. **Trois mois en Equateur** afin de développer l'agroforesterie avec les populations locales en lien avec une ONG (partenariat à préciser). Les étapes 5 et 6 ne sont pas encore clairement définies.

Retrouvez-nous tous les mois dans la lettre d'info pour suivre notre périple et nos rencontres. Vous pouvez aussi vous connecter à notre site :

<http://devenirpaysan.wix.com/devenirpaysans>

Céline et Maxime

*ADEAR : Association de Développement de l'Emploi Agricole et Rural.

**Agriculture paysanne : mode de développement de l'agriculture qui respecte les principes du développement durable autour de 6 valeurs et 10 principes. Plus d'information dans le prochain numéro !

***Agronome et vétérinaire sans frontières



L'association essonienne Devenir Paysan Autrement est là pour faire perdurer notre projet !!!

Ce voyage est un premier projet concret pour notre association DEVENIR PAYSAN AUTREMENT. Elle regroupe des ingénieurs de notre école et vise à développer et accompagner des projets agricoles en France et à l'international. Les actions de communication réalisées autour du **projet Devenir Paysan en Voyageant seront portées par l'association qui animera des soirées débats, participera à des événements autour de la solidarité internationale et de l'agriculture paysanne et bio**

L'information sur des projets innovants et des alternatives locales est important afin de ne pas simplement critiquer les modèles qui ne nous correspondent pas, mais plutôt être dans la **construction collective**.

À La Maison du Monde d'Evry Mardi 03 Février 2015



Café de l'actu



FAITES L'HUMOUR PAS LA GUERRE!

Clowns Sans Frontières,

20 ans d'engagement

Avec :

Christophe Blandin-Estoumet

Président de CSF et Directeur du Théâtre de l'Agora D'Evry

De 18h30 à 20h30
Avec un apéritif bio
équitable

C'est à la suite d'une première expédition franco-espagnole en Croatie que l'association française Clowns Sans Frontières a été constituée, en janvier 1994.

Association artistique et humanitaire nous sommes intervenus en 20 ans dans 38 pays, lors de 140 missions, auprès de plus de 825 000 personnes, populations victimes de la guerre, de la misère ou de l'exclusion.

CSF regroupe des artistes et professionnels de la culture qui s'engagent bénévolement en proposant des spectacles pour ces invisibles du monde : victimes des guerres, des catastrophes naturelles, des crises économiques... : enfants des rues, réfugiés, personnes déplacées, prisonniers, orphelins...

Comédiens, danseurs, acrobates, jongleurs, musiciens, marionnettistes, photographes, logisticiens... nous quittons nos scènes ou nos pistes pour aller à la rencontre d'autres artistes et jouer là où plus rien ni personne n'est attendu.

Nous avons conscience d'être une ONG singulière car, tout à la fois, nous sommes une ONG artistique, humanitaire, de développement et de plaidoyer.

café de l'actu



© Clown Sans Frontières



© Jethro Massey

Maison du Monde :

509 Patio des Terrasses

RER-D Evry-
Courcouronnes



Les Cafés de l'actu sont organisés en partenariat avec la Biocoop La Clairière et bénéficient du soutien financier du Conseil Général de l'Essonne.

Si vous voulez en savoir plus, contactez-nous :

📞 01.60.77.21.56 /

documentation@maisondumonde.org

INTEGRATION DES ROMS DE MOULIN GALANT : BILAN DE L'ACTION DE L'IFRM



Les membres du bureau de l'IFRM (Insertion des familles roms de Moulin-Galant) sont venus présenter l'activité de l'association. Le président André Jeuffroy, pédiatre à la retraite, a décrit les circonstances ayant conduit à la création de l'association qui concerne 22 familles roms du campement disparu de Moulin Galant à Corbeil-Essonnes et Villabé en mars 2013.

L'hébergement illégal de 167 personnes dans les 44 chambres vides et totalement rénovées de l'ancien hôpital de Corbeil, grâce à l'initiative du Dr Jeuffroy, a provoqué une réaction violente de la préfecture qui, après une nuit, a organisé l'évacuation. Toutefois devant la détermination de citoyens reconnus et appréciés des habitants de Corbeil, le préfet a bien été obligé de tenir compte un minimum de la circulaire de 2012 qui régit les conditions d'intégration des Roms après l'évacuation d'un campement.

La préfecture s'est engagée à respecter les termes de cette circulaire pour 22 familles qu'elle a désignées sur critères de scolarisation des enfants.

En fait, les familles retenues ont scolarisé avec assiduité leurs enfants majoritairement d'âge maternelle et élémentaire en dépit de trajets allant d'une à trois heures de transport par jour alors que la préfecture n'a respecté que l'engagement de relogement en hôtel social.

Devant le désarroi et les difficultés éprouvées par cette population et l'incurie des pouvoirs publics, nous nous sommes réparti les familles pour pouvoir les accompagner dans tous les domaines nécessaires :

- suivi scolaire des enfants,
- suivi médical pour les soins (plusieurs d'entre eux souffrent de pathologies

graves), et démarches pour bénéficier d'abord de l'AME (Aide médicale d'Etat) puis de la CMU (Couverture médicale universelle),

- recherche d'emploi,
- obtention des allocations familiales,
- recherche de logements durables.

Ces familles n'avaient plus aucune ressource car elles avaient perdu le peu qu'elles récoltaient par la mendicité, les petits boulots ou la récupération de ferraille. Nous avons dû trouver les financements nécessaires à leur alimentation et leur habillement. Aucune aide ne venant des pouvoirs publics, nous avons donc dû faire appel aux dons.

Nous avons vu qu'il fallait d'urgence s'occuper de trouver des emplois et permettre l'accès aux droits.

Au bout de deux ans de démarches constantes, le bilan est le suivant :

- Nous soutenons 13 familles sur les 22.
- 9 familles sont sorties du dispositif d'intégration, quelques-unes sont retournées en Seine et Marne, département plus accueillant que l'Essonne, d'où ils venaient avant Moulin Galant. Quelques-unes sont retournées en Roumanie, les autres sont parties vers d'autres campements.

- Il y a actuellement un emploi au moins pour chacune des 13 familles restantes, dont trois CDI. Les 15 jeunes de moins de 26 ans suivis par MIVE sont en formation pour l'emploi (certaines rémunérées) sauf un qui continue dans la récupération de la ferraille.

- Toutes les familles bénéficient de l'AME et certaines accèdent à la CMU. Toutes sont suivies par des médecins ou dentistes ayant accepté des patients disposant de l'AME.

- Les enfants sont tous scolarisés et le contact avec les professeurs est excellent.

- Les recherches de logement d'insertion et durable avancent.

Ainsi on peut dire que le bilan de l'association est vraiment positif. Nous espérons bien réussir pour ces familles le quart gagnant de l'intégration : emploi, logement durable, accès aux droits, scolarisation réussie.

Ce résultat est le fruit d'un travail, d'une mobilisation quasi quotidienne de onze



personnes. Elles ont beaucoup appris sur les conditions de lutte contre la précarité dans notre pays et sur ses énormes déficits :

- le logement en hôtel social est un scandale financier et humain.

- les démarches pour l'accès aux droits sont impossibles pour des personnes pas ou peu scolarisées ne maîtrisant pas la langue française. Les relations avec le pôle-emploi, les institutions publiques, les patrons qui recrutent sont impossibles sans accompagnement de ces personnes.

Il faut qu'ils se mettent à niveau en français et les lieux de formation sont de plus en plus rares. De plus apprendre le français, pour des adultes peu ou pas scolarisés dans leur langue, maternelle est difficile. Ils veulent d'abord pouvoir gagner de l'argent pour vivre.

Les personnels des institutions publiques locales, CAF, MDS, CPAM, Education Nationale, sont d'une extraordinaire bonne volonté mais ils sont trop en sous effectifs pour mener à bien leurs missions. Dans ce domaine comme dans bien d'autres, l'Etat compte sur les associations de bénévoles pour combler les lacunes et les ignorent totalement tant qu'il n'y a pas d'urgence affichée.

Nous constatons que les problèmes des personnes ostracisées dans notre pays comme ceux des populations pauvres sont relégués dans l'oubli des politiques sociales jusqu'à ce qu'il y ait un événement qui déclenche une prise de conscience brutale et soudaine.

En attendant nous nous interrogeons sur le prolongement de l'action de notre association, supplétif des pouvoirs publics.

Anne-Marie Vaillé

GRILLE N° 128

**NOUS
SOMMES
CHARLIE**

par
Michel Chesseron

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I		■							■	
II				■			■			
III								■		
IV					■					
V			■						■	■
VI	■							■		
VII		■							■	
VIII					■					
IX				■			■			
X		■							■	
XI						■				

Horizontalement

I. Arme de destruction massive. **II.** Espérons que ce très «célèbre mangaka» japonais prénommé Elichiro ne connaîtra pas le sort des caricaturistes de Charlie Hebdo. Zeus ne l'a pas assassinée, mais l'a envoyée paître ! «Rassemblé», comme le peuple français le 11/01/15, mais pas complètement, et pour combien de temps ? **III.** Cet «étendard» militaire de l'empereur romain Constantin Ier portait un symbole chrétien adopté par ses successeurs. Pronom dans Honoré ou lettres de Wolinski. **IV.** Charb et ses amis n'ont jamais voulu céder à la «panique». La «jeunesse, anglaise» ou pas, si on ne lui offre aucune perspective, peut sombrer dans la violence aveugle. **V.** Doublé en échec. Dans la marche républicaine du 11/01/15, un dessin de Charlie Hebdo caricaturait ce «sentiment» plus fort que la haine. **VI.** Ce «trait d'esprit décapant» est utilisé à longueur de pages par Charlie Hebdo et le Canard Enchaîné, lui aussi menacé. Charb et ses amis répondaient aux menaces par le «mépris». **VII.** Nom d'un «traité après la victoire de Friedland» imposé au roi de Prusse en 1807 par Napoléon, le plus grand massacreur du début du 19e siècle. **VIII.** Les massacres des 07-08/01/15 n'ont sûrement pas été organisés par un groupe agissant «seul» (à reculons). Les tueurs étaient animés d'une «fureur» vengeresse. **IX.** Ils étaient armés de pied en «tête». Pronom ou lettres de dessin. On a comparé la date du 07-08/01/2015 au 11/09/01 dans ce «pays» dont les dirigeants ont menti pour envahir l'Irak en 2003. **X.** Après avoir massacré plus de 2000 innocents à Gaza et dévasté le Territoire, la présence à la marche du 11/01/15 des criminels de guerre qui dirigent cet «Etat» était indécente. **XI.** Notre monde est devenu un immense «théâtre» où se jouent les scénarios les plus incroyables et où nous sommes spectateurs et/ou acteurs. Les «incendies» allumés les 07-08/01/15 ne sont pas près de s'éteindre.

Verticalement

1. L'attaque contre Charlie Hebdo n'était pas un «coup d'Etat à l'espagnole», mais un coup contre l'Esprit. Veillons à ce que les coups «encaissés» par les amoureux de la liberté d'expression n'entraînent le vote de lois liberticides. **2.** Selon Cécile Chambraud du Monde du 10/01/15, "l'«Etat Islamique en Irak et au Levant» est un produit de la modernité". Note au cœur de l'islam. **3.** «Un de la bande de Charlie» : comment a-t-on pu décider la mort d'un tel homme, d'un tel artiste ! Selon Olivier Roy, à tous ces jeunes partis pour le djihad, "la Syrie est venue fournir une nouvelle «chimère»". **4.** Difficile de comparer ce «Mousquetaire» à l'un des trois tueurs ! Lettres de sang. **5.** Les caricaturistes ne font-ils pas entendre une certaine «musique» de la tragédie humaine ? Après Rabelais mais avant Voltaire, ce «dramaturge» a caricaturé les imbéciles de son temps. **6.** Dans la société imposée par ces extrémistes qui caricaturent eux-mêmes l'islam, les femmes ne peuvent plus pousser ces «cris de joie». Refus enfantin chez (Oncle) Bernard (Maris) ! **7.** Charb qui disait qu'il préférerait "«trépasser» debout que vivre à genoux" a été exaucé. Au cœur du défi. **8.** «A poil» ou lettres de Tignous. Patrie de celui qui serait le père des trois grands monothéismes. Selon Amedy Coulibaly, "la « prison », c'est la putain de meilleure école de la criminalité". **9.** L'équipe de Charlie Hebdo continuera d'opposer son «refus» à toute censure. Encadrent les gendarmes. **10.** Le monde n'est pas qu'un théâtre, c'est aussi un «lieu de combat». Beaucoup de ces jeunes qui partent pour le djihad ne sont-ils pas d'abord des paumés influençables à la recherche de «valeurs» que notre monde est incapable de leur offrir ?

agenda

Mardi 3 février

A 18h30

Café de l'actu

Présentation de l'ONG

Clowns Sans Frontières

Avec Christophe Blandin-

Estournet,

directeur du Théâtre de

l'Agora d'Evry,

président de l'ONG

Mardi 3 mars

A 18h30

Café de l'actu

Présentation de l'association

"Oser le féminisme" (sous

réserve)

Jeudi 5 mars

A 19h30

Conférence-débat

sur la situation et l'avenir

de la Grèce

Avec Roxane Mitralias,

sociologue rurale et des

sciences de formation

Samedi 14 mars

De 14h à 18h

Assemblée Générale

de la Maison du Monde

Fin mars

Forum Social Mondial

de Tunis étendu à Evry

Mardi 7 avril

A 18h30

Café de l'actu

Retour du FSM de Tunis

**Solution
de la grille n° 127
Le virus Ebola
page 3**